



eurotraduc
société de traduction

CERTIFIED TRANSLATION

THE ORIGINAL AND THE TRANSLATION BEAR THE SAME NUMBER:
100459

The undersigned **Luc PETRY**, sworn translator registered with the Higher Court of Justice of and in Luxembourg, hereby certifies having verified the present translation (Jugement commercial n°2018TALCHo6/00038) with a French – English translator.

Page 1 of 15.
05/03/2018

Eurotraduc may not be held liable for translation errors resulting from documents that are handwritten, not easily legible, erroneous or incomplete.

A translation of diplomas does not in any event represent an equivalence, which must be requested from the authorities of the country having awarded them. Eurotraduc declines any responsibility regarding the exactness of diploma titles.



86, rue de Luxembourg
L-4221 Esch-sur-Alzette
www.eurotraduc.lu

tél.: +352 47 46 76
fax: +352 46 19 20
info@eurotraduc.lu

BCEELULL
BILLLULL
CELLLULL

LU11 0019 1000 3336 0000
LU22 0021 1016 8440 0000
LU34 0141 3339 9120 0000

TVA LU 11020725
R.C. Luxembourg B 12741
Matricule 1975 2401 759

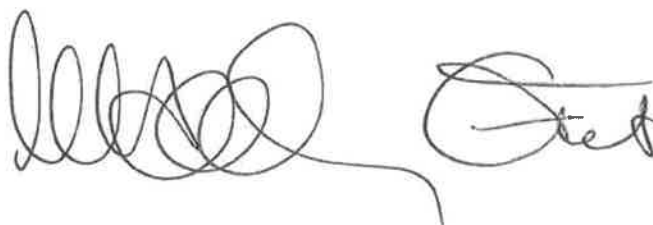
Jugement commercial n°2018TALCH06/00038

Audience publique du jeudi, onze janvier deux mille dix-huit.

Liquidation n° L-10865/2018

Composition:

Nadine WALCH, vice-présidente ;
Laurent LUCAS, juge ;
Joe ZEIMETZ, juge ;
Claude FEIT, greffière.



Entre :

Monsieur le Procureur d'Etat près le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg,
Cité Judiciaire, Luxembourg,

demandeur en dissolution et en liquidation du fonds d'investissement spécialisé de droit luxembourgeois **FUND HOUSE FCP-SIF**, aux termes d'une requête datée du 13 novembre 2017,

comparant par Monsieur Felix WANTZ, substitut,

et :

le fonds d'investissement spécialisé de droit luxembourgeois **FUND HOUSE FCP-SIF**,
constitué sous la forme d'un fonds commun de placement,

défendeur aux fins de la prédite requête,

comparant par Maître Isabelle BRUCK, avocat, en remplacement de Maître Aurore MERZ-SPET, avocat à la Cour, les deux demeurant à Luxembourg,

en présence de :

la Commission de Surveillance du Secteur Financier, établie et ayant son siège social à
L-2991 Luxembourg, 110, route d'Arlon,

comparant par Monsieur Serge EICHER demeurant professionnellement à Luxembourg.

FAITS :

Par requête datée du 13 novembre 2017, ci-après annexée, Monsieur le Procureur d'Etat a demandé la dissolution et la liquidation de la partie défenderesse :

Grand-Duché de Luxembourg
PARQUET
DU
TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT
DE LUXEMBOURG

Section économique et financière

Cité judiciaire – Bâtiment PL
Plateau du Saint Esprit
L-2080 – Luxembourg

Tél.: (+352) 47 59 81 – 507/ - 547
Fax: (+352) 47 59 81 - 862

Déposé au greffe TAL
6^e chambre

le 14 NOV. 2017

Le greffier *Q*

Le Procureur d'Etat près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg

Vu le courrier ci-joint du 27 octobre 2017, ensemble les pièces y annexées, de la Commission de Surveillance du Secteur Financier au sujet du **fonds d'investissement spécialisé de droit luxembourgeois FUND HOUSE FCP-SIF** ;

Attendu que suivant courrier du 26 septembre 2017, le Ministère Public a été informé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier que le fonds d'investissement spécialisé de droit luxembourgeois **FUND HOUSE FCP-SIF** (ci-après « FCP-FIS»), constitué sous forme fonds commun de placement et inscrit avec effet au 19 septembre 2008 sur la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés conformément à l'article 43 (1) de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés, a fait l'objet le 20 septembre 2017 d'une **décision de retrait** de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés, conformément aux dispositions de l'article 45 de cette loi ;

que la décision de retrait de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été signifiée à **FCP-FIS** le 22 septembre 2017 ;

qu'il résulte encore du prédit courrier et notamment du **certificat de non-recours** du 24 octobre 2017 établi par le greffe du Tribunal administratif de Luxembourg qu'aucun recours contre la décision de retrait de **FCP-FIS** de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés n'a été introduit auprès du prédit Tribunal ;

que suivant son courrier du 27 octobre 2017, la Commission de Surveillance du Secteur Financier demande formellement au Parquet de requérir auprès du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale, la dissolution et la liquidation de **FCP-FIS** sur le fondement de l'article 47 (1) de la loi précitée.

Vu la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés.

REQUIERT

qu'il plaise à Madame la Vice-Présidente, Madame et Monsieur les juges composant la 6^{ème} chambre du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière commerciale,

prononcer la dissolution et d'ordonner la liquidation du fonds d'investissement spécialisé de droit luxembourgeois **FUND HOUSE FCP-SIF**,

ordonner tous devoirs que de droit,

ordonner l'exécution provisoire de la décision à venir.

Luxembourg, le 13 novembre 2017

Pour le Procureur d'Etat
David SCHROEDER
Substitut



L'affaire fut utilement retenue à l'audience publique du 21 décembre 2017 devant la sixième chambre, siégeant en matière commerciale, lors de laquelle les débats eurent lieu comme suit :

Le représentant du Ministère Public donna lecture de la requête ci-avant reproduite et exposa ses moyens.

Le représentant de la Commission de Surveillance du Secteur Financier fut entendu en ses observations.

Maître Isabelle BRUCK, en remplacement de Maître Aurore MERZ-SPET, exposa les moyens de sa partie.

Le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour le

jugement qui suit :

Par requête datée au 13 novembre 2017, ci-avant annexée, Monsieur le Procureur d'Etat a demandé la dissolution et la mise en liquidation du fonds d'investissement spécialisé de droit luxembourgeois FUND HOUSE FCP-SIF (ci-après « FUND HOUSE »).

La requête a été notifiée par la voie du greffe en date du 15 novembre 2017.

Le Ministère Public expose à l'appui de sa requête qu'il a été saisi par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (ci-après « la CSSF ») en application de l'article 47 (1) de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés (ci-après « la loi modifiée du 13 février 2007 ») d'une demande en dissolution et liquidation du fonds d'investissement spécialisé FUND HOUSE, dans la mesure où ce fonds a fait l'objet, le 20 septembre 2017, d'une décision de retrait de la liste officielle des fonds d'investissements spécialisés, conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi modifiée du 13 février 2007 et qu'aucun recours contre cette décision de retrait n'a été introduit auprès du Tribunal administratif.

La demande du Ministère Public est basée, conformément à la requête lui adressée par la CSSF, sur l'article 47 (1) de la loi modifiée du 13 février 2007 qui prévoit que « le tribunal d'arrondissement siégeant en matière commerciale prononce sur la demande du procureur d'Etat, agissant d'office ou à la requête de la CSSF, la dissolution et la liquidation des fonds d'investissement spécialisés visés par la présente loi, dont l'inscription à la liste prévue à l'article 43, paragraphe (1) aura été définitivement refusée ou retirée ».

Il est constant en cause que la loi modifiée du 13 février 2007 est applicable au fonds d'investissement spécialisé FUND HOUSE, que la décision du 20 septembre 2017 de la CSSF de retirer ce fonds de la liste officielle des fonds d'investissements spécialisés précitée a été régulièrement notifiée à la défenderesse en date du 22 septembre 2017, que le délai d'un mois pour introduire un recours contre cette décision de retrait est expiré sans qu'un recours n'ait été introduit auprès du Tribunal administratif (cf. certificat du greffe du Tribunal administratif du 24 octobre 2017), et que cette décision de retrait est partant définitive.

Les travaux parlementaires concernant la loi modifiée du 13 février 2007 précisent que « les articles [46 à 51] sont une copie adoptée des articles 99 (1), 104, 105, 106, 107 et 108 de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les OPC ».

Il ressort des travaux parlementaires relatifs au prédit article 104 de la loi précitée du 20 décembre 2002, qui remonte en fait à l'article 80 de la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif, lui-même repris de l'article 44 de la loi du 25 août 1983 relative aux organismes de placement collectif, que le tribunal ne dispose, en principe, dans le cas d'une saisie ordinaire sur base de l'article 104 de la loi précitée du 20 décembre 2002, pas d'un pouvoir d'appréciation de l'opportunité de la mise en liquidation de l'OPC concerné, mais qu'il doit se limiter à vérifier les conditions d'application (l'applicabilité de ladite loi à la société concernée et le caractère définitif de la décision de retrait ou de refus de l'inscription sur la liste officielle des OPC, respectivement des FIS), tout en retrouvant son plein pouvoir d'appréciation quant au mode de liquidation à mettre en place.

En effet, selon le raisonnement des auteurs de la loi, l'OPC respectivement le FIS qui se voit refuser ou retirer son agrément, c'est-à-dire son inscription sur la liste des OPC respectivement des FIS, peut exercer un recours administratif (gracieux et/ou contentieux) contre cette décision et présenter ses arguments, mais dès que la décision administrative de retrait est définitive, le fonds n'a plus la possibilité de poursuivre son activité « statutaire » et doit de ce fait être dissout et liquidé.

En conséquence et dans la mesure où le fonds d'investissement spécialisé FUND HOUSE n'a formulé aucune objection, ni quant à la régularité de la procédure, ni quant à l'ouverture d'une liquidation judiciaire, il y a lieu de prononcer la dissolution et d'ordonner la liquidation judiciaire du fonds d'investissement spécialisé FUND HOUSE, en application de l'article 47 de la loi modifiée du 13 février 2007, et de nommer un juge-commissaire, ainsi qu'un liquidateur, sans autrement analyser les moyens développés par la CSSF à l'appui de la décision de retrait en question.

Liquidateur

Conformément à l'article 47 de la loi modifiée du 13 février 2007, le liquidateur peut intenter et soutenir toutes actions pour le fonds, recevoir tous paiements, donner mainlevée avec ou sans quittance, réaliser toutes valeurs mobilières du fonds et en faire le réemploi, créer ou endosser tous effets de commerce, transiger sur ou compromettre toutes contestations. Il peut aliéner les immeubles du fonds par adjudication publique. Il peut en outre, mais seulement avec l'autorisation du tribunal, hypothéquer ses biens, les donner en gage et aliéner ses immeubles de gré à gré.

Aux termes de l'article 47(3) de la loi modifiée du 13 février 2007, à partir du jugement de liquidation, toutes actions mobilières et immobilières, toutes voies d'exécution sur les meubles et immeubles ne pourront être suivies, intentées ou exercées que contre le liquidateur. Le jugement de mise en liquidation arrête toutes saisies à la requête des créanciers chirographaires et non privilégiés sur les meubles et immeubles.

Il en découle que le fonds en liquidation perd l'administration de tous ses biens, laquelle est confiée au liquidateur qui agit au profit tant de la société que des investisseurs et créanciers qu'il représente et qui bénéficie des pouvoirs les plus étendus en vue de la réalisation de sa mission.

En l'occurrence, ses pouvoirs s'exerceront tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, alors que la règle de l'unité et de l'universalité de la liquidation judiciaire d'un fonds soumis à la loi modifiée du 13 février 2007 étend en principe ses effets à tous les biens mobiliers et immobiliers de la société en liquidation, quand bien même ces biens sont situés à l'étranger.

Le liquidateur pourra, dans la mesure qu'il jugera nécessaire, avoir recours aux services de tous mandataires, agents ou collaborateurs en vue notamment de conserver et tenir les livres, registres et archives du fonds d'investissement spécialisé FUND HOUSE, respectivement de conserver et réaliser les avoirs, et prendre toutes mesures qui lui paraîtront dans l'intérêt de la liquidation.

Les dépenses faites à cette fin par le liquidateur ainsi que ses frais et honoraires seront à charge du fonds en liquidation et considérés comme frais d'administration à prélever sur l'actif de la liquidation avant toute distribution de deniers, sous réserve de l'application de l'article 47 (7) de la loi modifiée du 13 février 2007.

Comme conséquence du dessaisissement, il y a également lieu d'arrêter le cours des intérêts, à l'égard de la masse, à compter du 11 janvier 2018, jour de l'ouverture de la liquidation.

Production de créances

Aux termes de l'article 47 (4) de la loi modifiée du 13 février 2007, après le paiement ou la consignation des sommes nécessaires au paiement des dettes, les liquidateurs distribuent aux « investisseurs » les sommes ou valeurs qui leur reviennent. Il faut en conclure que les investisseurs du fonds d'investissement spécialisé FUND HOUSE, ne sont pas à considérer comme des créanciers dans la masse, mais comme des « actionnaires » qui vont se partager le boni de liquidation.

Ils n'ont dans ces conditions pas besoin de déposer une déclaration de créance pour faire valoir leurs droits.

Les créanciers du fonds d'investissement spécialisé devront déposer leurs déclarations de créance au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, pour le 1^{er} février 2018 au plus tard. L'article 508 du Code de commerce est applicable aux déclarations de créance déposées après cette date.

La vérification, l'admission et la contestation des créances se feront selon les règles applicables en matière de faillite, sauf modification du mode de liquidation par jugement ultérieur, conformément à l'article 47 (1) de la loi modifiée du 13 février 2007.

Conversion des créances libellées dans une monnaie autre que l'euro

Les créances libellées dans une monnaie autre que l'euro seront converties dans cette devise au cours de change du jour du présent jugement de liquidation tel qu'il est publié par la Banque centrale européenne et le paiement de toutes les créances admises se fera en euro.

Pour le surplus, il y a lieu, en application de l'article 47 (1), 2^e paragraphe, de la loi modifiée du 13 février 2007, de déclarer applicables les règles régissant la liquidation de la faillite, sous réserve des modalités dérogatoires détaillées ci-avant, respectivement de celles prévues par les articles 47 et suivants de la loi modifiée du 13 février 2007, et sous réserve des modifications au mode de liquidation à opérer le cas échéant par décision ultérieure.

En application de l'article 47 (1), 3^e paragraphe, dernière phrase, de la loi modifiée du 13 février 2007, le présent jugement est exécutoire par provision.

Par ces motifs :

le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, statuant contradictoirement, le Ministère Public entendu en ses conclusions,

reçoit la requête en la forme ;

déclare dissous le fonds d'investissement spécialisé de droit luxembourgeois FUND HOUSE FCP-SIF, constitué sous la forme d'un fonds commun de placement ;

en ordonne la liquidation ;

nomme juge-commissaire Monsieur Joe ZEIMETZ, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Alain RUKAVINA, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg ;

dit que le liquidateur représente tant le fonds que ses investisseurs et créanciers et qu'il est doté des pouvoirs les plus étendus en vue de la réalisation de sa mission qu'il s'exercera tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger ;

dit que le cours des intérêts est arrêté au 11 janvier 2018 ;

ordonne aux créanciers de faire au greffe du tribunal de commerce de ce siège la déclaration du montant de leurs créances avant le 1^{er} février 2018 ;

déclare applicables les dispositions légales détaillées au présent jugement ainsi que de celles relatives à la liquidation de la faillite, sous réserve des modalités dérogatoires prévues par l'article 47 de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés ;

dit que les créances libellées dans une monnaie autre que l'euro seront converties dans cette devise au cours de change du jour du jugement de liquidation tel qu'il est publié par la Banque centrale européenne et le paiement de toutes les créances admises se fera en euro ;

ordonne la publication du présent jugement par extrait au Mémorial et dans les journaux "Luxemburger Wort" et "Tageblatt" ;

dit que le présent jugement est exécutoire par provision ;

met les frais à charge du fonds d'investissement spécialisé de droit luxembourgeois FUND HOUSE FCP-SIF, constitué sous la forme d'un fonds commun de placement, sinon en cas d'absence ou d'insuffisance d'actif, à charge du Trésor.

Commercial judgment n°2018TALCH06/00038

Public hearing of Thursday, eleventh of January in the year two thousand and eighteen.

Liquidation n° L-10865/2018

Composition of the court:

Nadine WALCH, Deputy Presiding Judge;
Laurent LUCAS, Judge;
Joe ZEIMETZ, Judge;
Claude FEIT, Court Clerk.
[Signatures]

Between:

The Public Prosecutor at the District Court of and in Luxembourg, Cité Judiciaire, Luxembourg,

applicant requesting the dissolution and liquidation of the specialised investment fund under Luxembourg law **FUND HOUSE FCP-SIF**, under the terms of an application dated 13 November 2017,

represented by Mr Felix WANTZ, substitute lawyer,

and:

the specialised investment fund under Luxembourg law **FUND HOUSE FCP-SIF**, incorporated as a mutual investment fund,

defendant for the purposes of the aforementioned application,

represented by Maître Isabelle BRUCK, lawyer, replacing Maître Aurore MERZ-SPET, barrister, both residing in Luxembourg,

in the presence of:

the Luxembourg Financial Sector Supervisory Commission, established and having its registered office at 110, route d'Arlon, L-2991 Luxembourg,

represented by Mr Serge EICHER residing professionally in Luxembourg.

THE FACTS:

Through an application dated 13 November 2017, attached hereto, the Public Prosecutor requested the dissolution and liquidation of the defendant party:

Grand Duchy of Luxembourg.
PROSECUTOR'S OFFICE
OF THE
LUXEMBOURG DISTRICT COURT

Economic and Financial Division

Cité judiciaire - Building PL
Plateau du Saint Esprit
L-2080 - Luxembourg
Tel.: (+352) 47 59 81 - 507/- 547
Fax: (+352) 47 59 81 - 862

[Stamp: Lodged with the registry of
the District Court of Luxembourg,
6th division
on 14 NOV. 2017.
The Registrar]
[Signature]

The Public Prosecutor at the District Court of Luxembourg

Having regard to the attached letter dated 27 October 2017, all of the exhibits attached thereto, from the Luxembourg Financial Sector Supervisory Commission on the matter of the **specialised investment fund under Luxembourg law FUND HOUSE FCP-SIF**;

Whereas in accordance with the letter dated 26 September 2017, the Public Prosecutor's Office was informed by the Luxembourg Financial Sector Supervisory Commission that the specialised investment fund under Luxembourg law **FUND HOUSE FCP-SIF** (hereinafter "FCP-SIF"), incorporated as a mutual investment fund and registered with effect from 19 September 2008 on the official list of specialised investment funds in accordance with Article 43 (1) of the amended law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, was subject to a **decision** on 20 September 2017 to be withdrawn from the official list of specialised investment funds, in accordance with the provisions of Article 45 of this law;

that the decision to withdraw the specialised investment fund from the official list was notified to the **FCP-SIF** on 22 September 2017;

that it further appears from said letter and in particular from the **certificate of non-appeal** dated 24 October 2017 established by the registry of the Administrative Tribunal of Luxembourg that an appeal against the decision to withdraw the **FCP-SIF** from the official list of specialised investment funds has not been lodged with said Court;

that in accordance with a letter dated 27 October 2017, the Luxembourg Financial Sector Supervisory Commission formally requested the Public Prosecutor's office to call upon the District Court of Luxembourg, sitting in commercial matters, to dissolve and liquidate the **FCP-SIF** on the basis of Article 47 (1) of the aforementioned law.

Having regard to the amended law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds.

MAY IT

please the honourable Deputy Presiding Judge, Ladies and Gentlemen, Judges composing the sixth division of the District Court of and in Luxembourg, sitting in commercial matters,

to order the dissolution and liquidation of the **specialised investment fund under Luxembourg law FUND HOUSE FCP-SIF**,

to undertake all the duties ascribed to them by law,

to order that the judgment to be delivered will be provisionally enforceable,

Luxembourg, 13 November 2017

On behalf of the Public Prosecutor

David SCHROEDER

Deputy Public Prosecutor

[Signature]

[Stamp: Public PROSECUTOR – LUXEMBOURG]

The case was examined at the time of the public hearing held on 21 December 2017 before the sixth chamber, sitting in a commercial matter, at which time the proceedings were as follows:

The representative of the Public Prosecutor's Office read out the application and set forth his grounds.

The representative of the Luxembourg Financial Sector Supervisory Commission set forth his observations.

Maître Isabelle BRUCK, replacing Maître Aurore MERZ-SPET, set forth her party's pleadings.

The Court took the case in chambers at the time of the public hearing held that day and passed the following

judgment:

Through an application dated 13 November 2017, attached hereto, the Public Prosecutor requested the dissolution and liquidation of the specialised investment fund under Luxembourg law FUND HOUSE FCP-SIF (hereinafter "FUND HOUSE").

The application was notified through the registry on 15 November 2017.

The Public Prosecutor's Office sets forth in support of its application that a request had been submitted to it by the Luxembourg Financial Sector Supervisory Commission (hereinafter "the CSSF") pursuant to Article 47 (1) of the amended law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds (hereinafter "the amended law of 13 February 2007") to dissolve and liquidate the specialised investment fund FUND HOUSE, insofar as this fund was subject, on 20 September 2017, to a decision to withdraw specialised investment funds from the official list, in accordance with the provisions of Article 45 of the amended law of 13 February 2007 and that an appeal against this withdrawal decision had not been lodged with the administrative court.

The request from the Public Prosecutor's Office is based, in accordance with the application sent to it by the CSSF, on Article 47 (1) of the amended law of 13 February 2007, which provides that "the district court, sitting in commercial matters, orders, upon the Public Prosecutor's request, acting on its own or upon the CSSF's request, the dissolution and the liquidation of the specialised investment fund referred to in this Law, for which its registration in the list provided for in Article 43, paragraph (1) will definitely be refused or withdrawn."

It is undisputed in this case that the amended law of 13 February 2007 is applicable to the specialised investment fund FUND HOUSE, that the decision of 20 September 2017 of the CSSF to withdraw this fund from said official list of specialised investment funds was duly notified to the defendant on 22 September 2017, that the period of one month for lodging an appeal against this withdrawal decision had expired without any appeal having been lodged with the Administrative Court (cf. certificate from the registry of the administrative court dated 24 October 2017), and that this withdrawal decision is therefore final.

Parliamentary debates concerning the amended law of 13 February 2007 specify that "Articles [46 to 51] are copied from Articles 99 (1), 104, 105, 106, 107 and 108 of the amended law of 20 December 2002 concerning UCIs".

It appears from parliamentary debates relating to said Article 104 of said law of 20 December 2002, which in fact originates in Article 80 of the law of 30 March 1988 relating to undertakings for collective investment, which is itself taken from Article 44 of the law of 25 August 1983 relating to undertakings for collective investment, that the court does not have, in principle, in the case of an ordinary seizure on the basis of Article 104 of said law of 20 December 2002, the discretionary power to put the UCI in question into liquidation, but that it should be limited to verifying the conditions for the application (the applicability of said law to the company concerned and the final nature of the withdrawal decision or refusal for registration on the official list of UCIs, or SIFs), whilst reclaiming its full discretionary power in respect of the method of liquidation to be put in place.

In fact, according to the rationale of the lawmakers, UCIs or SIFs whose approval is denied or withdrawn, i.e. their registration on the list of UCIs or SIFs, may lodge an administrative appeal (an application for reconsideration or judicial review) against this decision and submit its arguments, but once the administrative withdrawal decision is final, it will no longer be possible for the fund to continue its "statutory" activities and must as a result be dissolved and liquidated.

Consequently and insofar as the specialised investment fund FUND HOUSE has not raised any objection, either in respect of the proper conduct of the proceedings or in respect of the initiation of court-supervised liquidation proceedings, there are grounds to order the dissolution and court-supervised liquidation of the specialised investment fund FUND HOUSE, pursuant to Article 47 of the amended law of 13 February 2007, and to appoint a supervisory judge, as well as a liquidator, without further analysing the pleas put forward by the CSSF in support of the withdrawal decision in question.

Liquidators

In accordance with Article 47 of the amended law of 13 February 2007, liquidators may bring and defend all actions on behalf of the fund, receive all payments, grant releases with or without discharge, realise all the securities of the specialised investment fund and reemploy the proceeds therefrom, issue or endorse any assets, compound or compromise all claims. They may alienate immovable property of the fund by auction. They may also, but only with the authorisation of the Court, mortgage and pledge its assets and alienate its immovable property by private treaty.

Under the terms of Article 47(3) of the amended law of 13 February 2007, as from the day of the judgment, no legal actions relating to the movable or immovable property or any enforcement procedures relating to movable or immovable property may be pursued, commenced or exercised otherwise than against the liquidators. The judgment ordering liquidation shall terminate all seizures effected at the instance of general creditors who are not secured by charges on movable and immovable property.

It follows that the fund undergoing liquidation loses the administration of all of its assets, which are entrusted to liquidators, who act in the interests of both the company and the investors and creditors that they represent and who are vested with the broadest powers in order to fulfil their remit.

In this case, their powers will be exercisable both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad, whereas the rules of unity and universality of the court-supervised liquidation of a fund subject to the amended law of 13 February 2007 shall in principle apply to all movable and immovable property of the company undergoing liquidation, even if this property is located abroad.

Liquidators may, insofar as they deem necessary, have recourse to the services of attorneys, agents or staff for the purpose of preserving or keeping the books, records and archives of the specialised investment fund FUND HOUSE, and for the purpose of preserving and selling those assets, and take all other measures they deem necessary in the interest of the winding-up.

All expenditure incurred for that purpose and to that end by the liquidators, including costs and fees, will be chargeable to the fund undergoing liquidation and shall be considered as administration fees to be deducted from the assets prior to the distribution of the proceeds, subject to the application of Article 47 (7) of the amended law of 13 February 2007.

As a consequence of the divestment, there are also grounds to stop the accruing of legal interest, in respect of the estate, as of 11 January 2018, on the date of opening of the liquidation proceedings.

Lodgement of claims

Under the terms of Article 47 (4) of the amended law of 13 February 2007, after payment or payment into court of the sums necessary to discharge the debts, the liquidators shall distribute to unitholders the sums or amounts due to them. It has to be concluded that investors of the specialised investment fund FUND HOUSE, are not to be considered as the body of creditors, but as "shareholders" who will share in the liquidation surpluses.

Under these conditions, they don't need to file a declaration of claim in order to assert their rights.

The creditors of the specialised investment fund should file their declarations of claim with the registry of the district court of and in Luxembourg, sixth division, no later than 1st February 2018. Article 508 of the Commercial Code is applicable to declarations of claims filed after this date.

The verification, admission and dispute of claims shall be carried out in accordance with the applicable bankruptcy rules, unless the method of liquidation is changed by a subsequent judgment, in accordance with Article 47 (1) of the amended law of 13 February 2007.

Conversion of claims drawn up in a currency other than the Euro

The claims drawn up in a currency other than the Euro shall be converted into that currency at the exchange rate of the day of the judgment of the winding-up as published by the Central European Bank, and the payment of all admitted claims shall be in euros.

Moreover, there are grounds pursuant to Article 47 (1), 2nd paragraph, of the amended law of 13 February 2007, to render applicable the rules governing the liquidation in bankruptcy, subject to the derogation rules detailed above, or those provided for by Articles 47 et seq. of the amended law of 13 February 2007, and subject to modifications in the method of liquidation to be applied where appropriate by a subsequent decision.

Pursuant to Article 47 (1), 3rd paragraph, last sentence, of the amended law of 13 February 2007, this judgment shall be enforceable on a provisional basis.

On these grounds:

the district court of and in Luxembourg, sixth division, sitting in commercial matters, adjudicating after due hearing of both parties and after hearing the opinion of the representative of the Public Prosecutor,

accepts that this application is in due form;

declares dissolved the specialised investment fund under Luxembourg law FUND HOUSE FCP-SIF, incorporated as a mutual investment fund;

orders the liquidation thereof;

appoints the supervisory judge Mr Joe ZEIMETZ, Judge of the district court of and in Luxembourg, and appoints as liquidator Maître Alain RUKAVINA, barrister, residing in Luxembourg;

declares that the liquidator represents both the fund and its investors and creditors and that he is vested with the broadest powers in order to fulfil his remit both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad;

declares that the interest rate accrual will stop on 11 January 2018;

orders the creditors to file a statement of the amount of their claims with the registry of the commercial court of this jurisdiction before 1st February 2018;

declares applicable the legal provisions detailed in this judgement including those relating to liquidation in bankruptcy, subject to the derogation rules provided for by Article 47 of the amended law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds;

declares that the claims drawn up in a currency other than the Euro shall be converted into that currency at the exchange rate of the day of the judgment of the winding-up as published by the Central European Bank, and the payment of all admitted claims shall be in euros;

states that the present judgment will be published in extracts in the Memorial collection of companies and associations in the newspapers "Luxemburger Wort" and "Tageblatt";

orders the provisional enforcement of this judgment;

makes the costs of this case chargeable to the specialised investment fund under Luxembourg law FUND HOUSE FCP-SIF, incorporated as a mutual investment fund, or otherwise in the case of a lack of or insufficient assets, chargeable to the Treasury.

[Signatures]